

AI Index: PRE 01/046/2008
12 February 2008

Timor-Leste. Il faut que cesse la culture de l'impunité

Alors qu'arrivent de nouveaux soldats de maintien de la paix au Timor-Leste où l'état d'urgence a été décrété après l'attentat visant le président José Manuel Ramos-Horta, Amnesty International exhorte le gouvernement timorais et la communauté internationale à agir dès maintenant pour mettre fin à l'impunité endémique si on ne veut pas voir se perpétuer le cycle de la violence qui affaiblit actuellement le pays.

Pour Amnesty International, l'attentat de ce lundi 11 février est symptomatique du défi le plus pressant que doit relever le pays : mettre en place des institutions solides pour améliorer la sécurité et rétablir la primauté du droit. Les tentatives d'assassinat dont ont été victimes lundi le président José Manuel Ramos-Horta et le Premier ministre Xanana Gusmão découlent directement du fait que le gouvernement et la communauté internationale ne sont pas parvenus à remettre sur pied une justice pénale et civile efficace. Alfredo Reinado, qui était inculpé d'infractions pénales pour avoir pris part à des actes de violence en 2006, n'aurait pas dû se trouver en liberté, menaçant la stabilité du pays.

« Cet événement révoltant doit inciter le gouvernement du Timor-Leste et la communauté internationale à renforcer de toute urgence les institutions essentielles du pays », a déclaré Catherine Baber, directrice du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Ceux qui commettent des violations savent qu'ils peuvent le faire sans craindre d'être sanctionnés, a-t-elle ajouté. La défiance de la population locale quant à la capacité des institutions de l'État à faire régner la justice et la transparence au sein, en particulier, de l'armée, de la police et de la justice est un des problèmes les plus urgents à résoudre. »

Document public